

**Convention collective**

IDCC : 9761. – **EXPLOITATIONS  
DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE  
(SEINE-MARITIME)  
(28 février 1983)**

(Etendue par arrêté du 20 février 1984,  
*Journal officiel* du 1<sup>er</sup> mars 1984)

---

AVENANT N° 42 DU 25 JANVIER 2007 (1)

NOR : *AGRS0797079M*

IDCC : *9761*

---

Entre :

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériels agricoles de la Seine-Maritime ;

L'union syndicale agricole de la Seine-Maritime,

D'une part, et

Le syndicat des salariés des exploitations agricoles de la Seine-Maritime (FGA) CFDT ;

L'union départementale des syndicats CFTC-AGRI de la Seine-Maritime ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture (FGTA) FO ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière (FNAF) CGT ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles, fédération de l'agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 22 intitulé « Garantie de ressources en cas de maladie ou d'accident » du titre III de la convention collective est remplacé par les dispositions suivantes.

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

## Article 22

### *Garantie de ressources en cas d'absence pour maladie ou accident*

#### *a) Salariés non cadres*

Les modalités de garantie de ressources en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident sont régies par l'accord de prévoyance du 25 janvier 2007 dont le contenu figure en annexe de la convention.

#### *b) Salariés cadres*

Les salariés cadres relevant de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 bénéficient des prestations de ladite convention.

En matière d'indemnités journalières complémentaires, la CPCEA, sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, intervient à partir du 21<sup>e</sup> jour en cas de maladie ou d'accident de la vie privée et dès le 1<sup>er</sup> jour en cas d'accident de travail, maternité ou maladie professionnelle, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Ces indemnités sont calculées sur la base du salaire brut des 3 mois précédant l'arrêt de travail auquel s'ajoute 1/4 des primes annuelles et correspondent à 25 % du salaire brut dans la limite du plafond des assurances sociales agricoles (tranche A) et 70 % du salaire brut qui dépasse le plafond des assurances sociales agricoles (tranches B et C).

Les indemnités journalières complémentaires sont limitées de sorte que le cumul net des indemnités journalières MSA et des indemnités journalières complémentaires ne dépasse pas 100 % du salaire net correspondant.

L'indemnité complémentaire à celle du régime de base en cas de maladie ou accident de la vie privée versée entre le 11<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> jour est à la charge de l'employeur, selon l'avenant n° 2 du 29 février 1984 de la convention collective du 28 février 1983 des exploitations de polyculture et d'élevage de la Seine-Maritime.

## Article 2

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007 pour une durée indéterminée, sous réserve de l'extension.

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui a été déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles, cité administrative, 2, rue Saint-Sever, 76032 Rouen Cedex.

Fait à Rouen, le 25 janvier 2007.

(Suivent les signatures.)